

Session jeudi après midi salle Marrakech – Droit à la ville

UCLG committee, social inclusion, participatory democracy and human rights

SOU 48

Présence : 45 personnes

Introduction de la modératrice, Amanda Flety :

Sujet du jour : la réflexion entre pouvoirs locaux et société civile sur le droit à la ville.

Le droit à la ville vient des travaux du philosophe, sociologue et géographe Henri Lefebvre, critique de la ville dans les années 1960.

Réflexion sur inégalités urbaines, le droit au logement, que fait-on des plus pauvres et des exclus. Ce n'est pas un droit reconnu, ni nationally ni internationalement. Plutôt qu'un droit, c'est une prise d'initiative, une façon de penser la ville. Il s'agit de remettre les habitants au cœur de la pensée de la ville.

C'est la question des droits urbains, de mieux construire des villes plus humaines et plus démocratiques.

Questions aux 3 panélistes : N'est-ce pas une notion très occidentale ? Comment peut-on y réfléchir à partir de la réalité des villes africaines ? Quels sont les défis prioritaires que vous identifiez dans vos villes ?

PANEL 1 – Quatre intervenants, représentants de pouvoirs locaux

a. Fatimetou ABDEL MALICK, Présidente du Conseil Regional de Nouakchott (Mauritanie)

Contexte de forte expansion urbaine (x3 entre 1978 et 2015) dans la capitale mauritanienne. C'est un casse-tête urbain en termes de fourniture de services urbains : restructuration de quartiers précaires sans pour autant que les services suivent.

Dualité de la ville : lieu d'épanouissement et en parallèle lieu d'exacerbation des ressentiments humains et des violences : racisme et ségrégation socio-spatiale par exemple.

Le droit au logement est une autre problématique. Insistance sur le rôle de l'entraide sociale qui permet de contenir les soulèvements populaires. Heureusement qu'elle existe.

b. Souad ABDERRAHIM, Maire de Tunis (Tunisie)

Première maire féminine après 160 ans de masculinité. Affirmation qu'il existe un droit à la ville pour la femme moderne, en tant que partenaire de l'homme, pour répondre aux attentes des citoyens en les impliquant dans la ville locale. Comment ? Via la construction via des réunions d'échange avec la société civile.

Autre affirmation de la maire de Tunis : « le droit à la ville est un droit universel ». Nécessité de l'inclusion des femmes et des jeunes. La jouissance du droit à la ville impose des engagements aux acteurs locaux : droit à la participation à la prise de décision, différence culturelle, à la paix et au respect.

Contexte de forte inégalité des villes actuellement : métropoles pauvres entourant des villes riches.

Notre droit à la ville est obligatoire, il est constitutionnel, humain et universel.

Résumés des deux premiers intervenants :

- Lutte contre la pauvreté
- Question de la place des quartiers précaires dans la ville, comment faire de l'inclusion sociale avec les marginalisés. Processus fort de métropolisation, comment peut-on intégrer les périphéries, quelles relations existent centre/périphérie.
- Question de l'épanouissement : faire des villes où l'on vit mieux
- Enjeu de la fourniture de l'accès aux services de base pour tous et toutes.

c. Malick Gaye (Sénégal), ENDA Tiers-Monde, architecte-urbaniste

Son but : renforcer les capacités des municipalités.

Affirmation : « Il s'agit de retrouver le droit à la ville, car le droit à la cité a toujours existé. »
Le droit de l'accès à la terre pour habiter a toujours existé dans les pays africains de l'ouest. Ces valeurs ont été abrogées par la colonisation et ses conséquences. Ce droit doit être obtenu par un combat *bottom-up*.

Enjeux : garantir l'emploi des jeunes, tenir compte de l'économie populaire des villes (qu'on appelle informelle mais qui contribue parfois à 60% du PNB).

- On assiste à une désurbanisation, paradoxalement : manque de planification de la ville de la part des Etats, on a plutôt des politiques de rattrapage. Les impôts et taxes très élevés ne reviennent pas aux collectivités territoriales. L'Etat doit reconnaître leur souveraineté.
- Les institutions et constitutions reconnaissent ces droits à la ville, sans caractère obligatoire, donc on ne peut pas imposer cela aux Etats.

d. Mfaniseni Fana Sihlongonyane (Afrique du Sud)

Quels sont les défis pour le droit à la ville ?

- La vision de la ville que l'on développe : quelle est la ville idéale. Doit-on calquer la ville occidentale ?
- Trouver les moyens qui peuvent définir la ville africaine et la réponse à ses problèmes. A chercher dans l'agenda 3 du
- Comment contrecarrer la vision néolibérale qui prédomine dans les villes africaines ?
Il n'est pas possible de réaliser les intérêts du capital et les conjuguer avec les expressions des masses populaires ?

En 2050, 45% de l'Afrique sera urbanisée.

e. Résumé de la modératrice et interventions des participants :

Le droit à la ville concerne l'ensemble des établissements humains. Questionnement, au sujet aussi de l'informel, que peut-on faire ? Rappel aussi de l'importance des droits humains, à lier au droit à la ville. Enfin, participation essentielle des habitants.

Maire de Nouakchott : le secteur informel est important, il accueille les plus défavorisés, et notamment beaucoup les femmes.

Maire de Tunis : Sollicitation forte des élus par les citoyens. Mais la société civile doit intervenir également. La démocratie participative doit être poussée et soutenue par les élus et dirigeants.

Le citoyen est contrôleur de loi et partenaire.

Malick Gaye : nécessité d'une réforme du code des CT : la pêche, l'agriculture.

Nécessité de réformes de la fiscalité locale, infaisable par simple décret, il faut plaider pour une véritable souveraineté : faire confiance à la gouvernance locale. Problème majeur des

fonds qui échappent aux CT et ne sont pas collectés. Enjeu d'ouverture d'un compte extra-municipal pour collecter autrement les fonds auprès des citoyens.

f. Frederick KUSAMBIZA (Planact, South Africa) :

La collecte de fonds doit bénéficier aux habitants. Mais certains systèmes de collecte sont discriminatoires. Nécessité de revoir les lois et donner forme à un système efficace, avec participation citoyenne.

Point important, la mise à jour juridique : il subsiste des lois datant de la période coloniale (exemple du Swaziland).

Ensuite : s'engager dans la culture. Avoir une bonne perspective, quelles que soient les différences entre les gens. Instaurer un dialogue.

Fin du premier panel et passage aux questions

Une question a été posée sur le microcrédit, accès aux moyens de transport

Marocain militant du droit au logement : il y a de nouveaux paramètres : changement climatique, smart cities. Il existe encore des constructions anarchiques et informelles. Que fait l'Etat face à cela ? Quid de la politique de rattrapage évoquée par l'architecte sénégalais

Achille, Cameroun, militant des droits de l'Homme :

Quid des droits économiques et culturels ? On parle aujourd'hui du droit à la ville car les Etats ont failli dans les domaines régaliens : éducation, accès au logement etc. Les pactes internationaux n'imposent pas aux pays de réaliser ces droits.

Maire d'Amarza en tunisie : Justice sociale et droit à la ville sont liés. Sans captation fiscale locale on reste dépendant de l'Etat central.

Sédou Traoré : président du comité pour le droit au logement au Burkina Faso.

Le droit au logement est reconnu dans nos constitutions. Souhaite qu'il y ait une organisation créée par Africités pour aider les sociétés civiles à faire respecter ce droit.

Réponse de la maire de Tunis

Le droit au logement est un droit à défendre. Comment faire, c'est une autre question. Si l'on veut l'accès au logement, à l'éducation, à la santé, il faut lutter contre la corruption.

Malick Gaye

Les populations ont toujours démontré de leur volonté de mettre à disposition leur capacité financière pour l'amélioration de la ville. Mais lorsque les politiques sont mises en œuvre sans eux, on en vient a posteriori à de l'urbanisme de rattrapage. En incluant les populations, on arrive à de l'urbanisme d'anticipation.

PANEL 2 – Mettre en œuvre le droit à la ville, le logement et la lutte contre les discriminations

Thème : comment met-on en œuvre au plan local des actions luttant contre les discriminations ?

Intervenants : Catherine Maliedje, Abderrahmane Bouloud, conseil municipal de Rabat ; Fatou Diouf, public service international ; Frederick Kusambiza (PDG de Planact, South

Africa, Johannesburg), Federico Batista Poitier - représentant de World Enabled, USA New York.

a. Abderrahmane BOULOUD, conseiller municipal de Rabat

- Retour sur la création de villes satellites autour de Rabat. Travail mené sur l'embellissement des quartiers périphériques (gradient centre huppé/ périphérie en baraquements), notamment apport d'éducation et lutte contre la discrimination en trouvant de l'emploi aux jeunes.

Trouver des AGR = activité génératrice de revenus aux jeunes, plutôt que leur donner de l'argent.

- Ensuite, travail sur le droit à l'environnement sain : aucune goutte d'eau usée ne circule à l'air libre dans Rabat.
- Rabat ville verte : 24 m2 de verdure/hab.
- Contrôle qualité de l'air
- Droit à la ville aux personnes à mobilité réduite : faciliter l'accès.

b. Federico BATISTA POITIER - USA NEW YORK WORLD ENABLED

10% des gens ayant des besoins d'accès spéciaux sont en Afrique. Ses actions : travail sur le renforcement de capacités, les projets numériques. Il souligne l'importance des espaces piétons.

c. Fatou Diouf, confédération des syndicats autonomes au Sénégal, également représentante de la fédération internationale des travailleurs du service public

Sur la question des travailleurs des municipalités, il faut les considérer comme les premiers habitants de la ville car ils la servent. Les luttes contre les discriminations doivent commencer par eux. Insistance sur l'importance de commencer à la base cette lutte pour le droit à la ville.

Il faut aussi considérer les travailleurs de l'informel. Ils ne bénéficient souvent pas de protection sociale de qualité.

- En résumé : manque de protection au travail et de retraite pour les travailleurs de l'informel, majoritaires en Afrique. Réflexion à mener sur comment intégrer ce travail dans une sécurisation.

3. Témoignages d'acteurs locaux et RECOMMANDATIONS

a. Catherine MALIEDJE, Cameroun, représentante du Codas Caritas Douala (société civile)

- *Activité :*

Cette entité est membre de l'archidiocèse de Douala. C'est une organisation qui met en place des mesures pour améliorer la qualité de vie de l'Homme, l'Humain. Le droit à la ville entre dans ces prérogatives, ici autour des évictions forcées d'habitants.

- *Actions :* production d'alternatives au processus d'évictions forcées et production d'un guide au logement destiné à l'administration et aux habitants. Madame Maliedje affirme avoir trop souvent l'impression que la société civile n'est qu'un faire-valoir dans la conduite des politiques publiques.

- *Recommandations de Mme Maliedjé (retranscription) :*

1. Un cadre formel

Instaurer au sein des gouvernements locaux des instances / plateformes qui seraient des lieux par excellence d'analyse structurée et en commun d'un besoin social, de co-production

et de codécision tel que reconnus par les agendas internationaux comme le Nouvel Agenda Urbain et les Objectifs du Développement Durable (Agenda 2030) en ce qui concerne les aménagements en milieu urbain.

2. Une manière de faire

Encourager l'émulation civique au sein de la population en instaurant un mécanisme de recueil des avis et suggestions de la société civile organisée périodiquement afin d'asseoir le sentiment d'appartenance et de participation de tous à la vie de la cité.

b. Frederick KUSAMBIZA (PDG de Planact, South Africa, Johannesburg)

Son activité aborde trois dimensions : culture de la gouvernance, écart en matière d'inégalité, participation citoyenne.

1. Les gouvernements nationaux devraient donner leur appui aux municipalités pour leur donner des soutiens et être transparents. Dans certaines municipalités les bureaucrates font ce qu'ils veulent et ne sont pas responsables vis à vis de la société civile.
2. Lutter contre les accords entre bureaucrates et personnalités politiques. Lutte contre la corruption. Traitement inégalitaire qu'il faut cesser. Il faut une participation proactive, les riches culpabilisent les pauvres en disant qu'eux polluent. Il faut introduire une réglementation souple, au lieu d'exclure certaines activités, qui excluent certaines classes. Les autorités doivent aussi mettre à disposition des habitats bon marché.
3. Participation citoyenne au processus de planification pour le renforcer.

c. Allain Cain – Directeur du Development Workshop – Angola

Domaine de lutte contre les politiques d'exclusion des pauvres. Il souligne plusieurs axes :

- Aspects financiers, les démunis ont les mains liées en termes de crédit et propriété terrienne.
- La dépendance des démunis au marché informel pour assurer leur niveau de vie. Favorisation du micro-crédit bancaire pour les PME.
- L'importance des micro-crédits accordés aux démunis pour améliorer leur logement
- Besoin d'engagement dans le développement municipal

Recommandations de M. Cain :

- Intégrer les pratiques existantes et les mécanismes informels actuels d'accès aux terres qui sont déjà bien établis et ont une solide légitimité sur les zones d'habitat péri-urbain.
- Reconnaître le droit d'occupation prolongée, basée sur le principe de « bonne foi », pour ceux ayant acquis leur terre à travers des mécanismes légitimes.
- Adopter le principe évolutif et intermédiaire du droit de tenure (le bail).
- Protéger les droits de propriété de la terre des femmes et familles gérées par des femmes (actuellement 46% dans les Musseques, bidonvilles de Luanda)
- Mettre en place le principe de juste indemnisation, basé sur les valeurs réelles des biens.

Session of Thursday afternoon, Marrakech – Right to the city

UCLG committee, social inclusion, participatory democracy and human rights

SOU 48

Attendance : 45 person

Introduction of the moderator, Amanda Flety :

Topic of the day: the reflection between local authorities and civil society on the right to the city.

The right to the city comes from the work of the philosopher, sociologist and geographer Henri Lefebvre, a critic of the city in the 1960s.

Reflection on urban inequalities, the right to housing, which treatment is meted out to the poorest and the excluded? It is not a recognized right, neither nationally nor internationally. Rather than a right, it's an initiative, a way of thinking about the city. It's about putting the inhabitants back to the heart of city thinking.

It is the question of urban rights, to better build more humane and more democratic cities.

Questions to the 3 panelists: Is it not a very Western notion? How can we think based on the reality of African cities? What are the priority challenges you identify in your cities?

PANEL 1 – Four speakers, representatives of local authorities

a. Fatimetou ABDEL MALICK, President of the Regional Council of Nouakchott (Mauritania)

Context of a rapid urban expansion (x3 between 1978 and 2015) in the Mauritanian capital city. It is an urban conundrum in terms of delivery of urban services: restructuring precarious neighborhoods without the services following.

Duality of the city: a place of fulfillment and in parallel a place of exacerbation of human resentment and violence: e.g. racism and socio-spatial segregation.

The right to housing is another problem. Emphasis on the role of mutual social assistance to contain popular uprisings. Fortunately, it exists

b. Souad ABDERRAHIM, Mayor of Tunis (Tunisia)

First female mayor after 160 years of masculinity. Affirmation that there is a right to the city for the modern woman, as a partner of man, to meet the expectations of the citizens by involving them in the local city. How? Via construction, via exchange meetings with the civil society.

Another affirmation of the mayor of Tunis: "the right to the city is a universal right". Need for inclusion of women and youth The enjoyment of the right to the city imposes commitments on local actors: right to participation in decision-making, cultural difference, peace and respect.

Context of high inequality of cities today: poor metropolises surrounding rich cities.

Our right to the city is obligatory, it is constitutional, human and universal.

Summary of the first two speakers:

- Poverty alleviation

- Question of the place of precarious neighborhoods in the city, how to make social inclusion with the marginalized. Strong process of metropolization, how can one integrate the peripheries? Which relations exist between the center and the periphery?.
- The question of fulfillment: make cities where the people live better
- The challenge of providing access to basic services for all.

c. Malick Gaye (Senegal), ENDA Third -World, Architect-City Planner

Its goal is to build up the capacities of municipalities.

Affirmation: "It is regaining the right to the city, because the right to the city has always existed. The right of access to land to live has always existed in West African countries. These values were abrogated by the colonial rule and its consequences. This right must be regained through a *bottom-up* fight.

Challenges: guaranteeing the employment of young people, taking into account the popular economy of cities (which is termed informal and it accounts for at times 60% of GNP).

- We are witnessing a de-urbanization, paradoxically: with the lack of planning of cities by the central government, we have rather catch-up policies. Very high taxes which do not go back to the local and regional governments. The central government must recognize their sovereignty.
- The institutions and constitutions recognize these rights to the city, but as the rights are not obligatory, they cannot be imposed on the central governments.

d. Mfaniseni Fana Sihlongonyane (South Africa)

What are the challenges for the right to the city?

- The vision of the city that we develop: what is the ideal city. should we copy the Western city?
 - Find the means that can define the African city and the answer to its problems. To be found in agenda 3 of
 - How to thwart the neoliberal vision that prevails in African cities? It is not possible to realize the interests of the capital and to combine them with the expressions of the popular masses?

By 2050, 45% of Africa will be urbanized.

e. Summary of the moderator and the interventions of participants :

The right to the city concerns all human settlements. Questioning, also about the informal, what can be done? Recall also of the importance of human rights, to be linked to the right to the city. Finally, indispensable participation of inhabitants.

Mayor of Nouakchott: the informal sector is important, it occupies the most disadvantaged, and notably many women.

Mayor of Tunis: Strong solicitation of the elected official by the citizens. But the civil society must also intervene. Participatory democracy must be pushed and supported by the elected officials and the leaders.

The citizen is a controller of law and a partner.

Malick Gaye : need for the code of LGs: fisheries, agriculture.

Need for reforms of local taxation, not feasible under a mere decree, there is a need to plead for a real sovereignty: trust local governance. Major problem of funds that escape LGs and

are not collected. The challenge of opening an extra-municipal account to collect otherwise funds from the citizens

f. Frederick KUSAMBIZA (Planact, South Africa) :

Collection of fund must benefit the inhabitants. But some collection systems are discriminatory. Need to review laws and shape an effective system with citizen participation. Important point, the legal update: there are still laws dating back to the colonial era (example of Swaziland).

Then: engage in culture. Have a good perspective, regardless of the differences between the people. Establish a dialogue.

End of the first panel and floor open for questions

A question was asked about microcredit, access to the means of transportation

Moroccan activist of the right to housing: there are new parameters: climate change, smart cities. There are still anarchic and informal constructions. What is the state doing about it? What about the catch-up policy evoked by the Senegalese architect?

Achille, Cameroon, Human rights activist:

What about economic and cultural rights? Today, we are talking about the right to the city because the central governments have failed in the sovereign areas: education, access to housing, etc. International covenants do not require countries to realize these rights.

Mayor of Amarza in Tunisia : Social justice and the right to the city are linked. Without local tax collection, local governments depend on the central government.

Sédou Traoré : President of the Committee on the Right to housing in Burkina Faso.

The right to housing is recognized in our constitutions. Wish there is an organization created by Africities to help civil societies to enforce this right

Response of the Mayor of Tunis

The right to housing is a right to be defended. How to proceed, that's another question. If we want access to housing, education, health, we must fight corruption.

Malick Gaye

The populations have always demonstrated their willingness to make available their financial capacity for the improvement of the city. But when the policies are implemented without them, we are in a context of retrospective catch up city planning. By including the populations, things improve to lead to an anticipation city planning.

PANEL 2 – Implementing the right to the city, to housing and the fight against discriminations

Theme: How are actions on fighting discrimination implemented at the local level?

Speakers: Catherine Maliedje, Abderrahmane Bouloud, Municipal Council of Rabat ; Fatou Diouf, International public service; Frederick Kusambiza (CEO of Planact, South Africa, Johannesburg), Federico Batista Poitier – representative of World Enabled, USA New York.

a. Abderrahmane BOULLOUD, Municipal Councilor of Rabat

- Back on the creation of satellite cities around Rabat. Work carried out on the beautification of peripheral districts (gradient upscale center / periphery in barracks), notably education and fight against discrimination by finding employment for the young people.

Find IGA = income-generating activity for the young people, rather than giving them money.

- Next, work on the right to a healthy environment: no drop of wastewater circulates in the open air in Rabat.
- Rabat green city: 24 m² of greenery / inhab.
- Quality control of the air
- Right to the city for people with reduced mobility: facilitate access.

b. Federico BATISTA POITIER - USA NEW YORK WORLD ENABLED

10% of people with special access needs are in Africa. Its actions: work on capacity building, digital projects. He laid emphasis on the importance of pedestrian spaces.

c. Fatou Diouf, Confederation of Autonomous Trade Unions in Senegal, also representative of the International Federation of Public Service Workers

Regarding the issue of municipal workers, they should be considered as the first inhabitants of the city because they serve it. The fights against discrimination must begin with them. Emphasis on the importance of starting from the grassroots this fight for the right to the city. We must also consider informal workers. Very often, they do not enjoy quality social protection.

- In summary: lack of protection at work and for retirement for the informal workers, predominantly in Africa. Reflection on how to integrate this work into a security.

3. Testimonials from local stakeholders and RECOMMENDATIONS

a. Catherine MALIEDJE, Cameroon, representative of Codas Caritas Douala (Civil Society)

- Activity :

This entity is a member of the Archdiocese of Douala. It is an organization that sets up measures to improve the Quality of Human Life. The right to the city falls within these prerogatives, here, forced evictions of inhabitants.

- *Actions:* production of alternatives to the process of forced evictions and production of a housing guide for the administration and the inhabitants. Mrs. Maliedje said she too often had the impression that the civil society is only a stooge in the conduct of public policies

- Recommendations of Mrs Maliedjé (transcript) :

1. One formal framework

Establish within the local governments, bodies/ platforms that would be places par excellence for structured and shared analysis of a social need, co-production and co-decision as recognized by international agendas such as the New Urban Agenda and the Sustainable Development Goals (Agenda 2030) for Urban Development.

2. A way of doing things

Encourage civic emulation within the population by establishing a mechanism for collecting the opinions and suggestions of the civil society organized periodically to establish the feeling of belonging and participation of all in the life of the city.

b. Frederick KUSAMBIZA (CEO of Planact, South Africa, Johannesburg)

Its activity addresses three dimensions: culture of governance, gap in inequality, citizen participation.

1. National governments should support municipalities, provide support and be transparent. In some municipalities, bureaucrats do what they want and are not accountable to the civil society.
2. Fight against agreements between bureaucrats and political authorities. Fight against corruption. Unequal treatment that must be stopped. There is a need for a proactive participation, the rich make the poor to feel guilty, saying they are the ones that pollute. Flexible regulations need to be introduced instead of excluding certain activities that exclude certain classes. Authorities must also provide cheap housing for the inhabitants.
3. Citizen participation in the planning process to strengthen it.

c. Allain Cain – Director of Development Workshop – Angola

Area of the fight against the exclusion policies of the poor. He highlighted several thrusts:

- Financial aspects, the hands of the underprivileged are tied in terms of credit and land ownership.
- The dependence of the poor on the informal market to ensure their standard of living. Favoring micro-credit bank for SMEs.
- The importance of micro-credit granted to the underprivileged to improve their housing
- Need for commitment in municipal development

Recommendations of Mr. Cain :

- Integrate existing practices and the current informal land access mechanisms that are already well established and have a strong legitimacy in peri-urban housing areas
- Recognize the extended right of occupation, based on the principle of "good faith," for those who have acquired their land through legitimate mechanisms.
- Adopt the evolutionary and intermediate land tenure principle (the lease).
- Protect the land ownership rights of women, and families run by women (currently 46% in the Musseques, shantytowns of Luanda)
- Set up the principle of fair compensation, based on the real values of properties.